

CHRISTIAN
SAINT-ÉTIENNE

OSONS

l'Europe des nations

LE DÉFI DU
NOUVEAU PRÉSIDENT

L'Éditions de
Observatoire

Osons l'Europe
des nations

Du même auteur

- Relever la France*, Odile Jacob, 2016.
- La France 3.0. Agir, espérer, réinventer*, Odile Jacob, 2015.
- L'Iconomie pour sortir de la crise*, Odile Jacob, 2013.
- France : état d'urgence. Une stratégie pour demain*, Odile Jacob, 2013.
- Le Joker européen. La vraie solution pour sortir de la crise*, Odile Jacob, 2012.
- L'Incohérence française*, Grasset, 2012.
- L'État et votre argent – les vrais enjeux de la fiscalité*, François Bourin, 2011.
- La Fin de l'euro*, François Bourin, 2009 ; nouvelle édition revue et augmentée, 2011.
- Guerre et paix au XXI^e siècle – Comprendre le monde de demain*, François Bourin, 2010.
- Mobiliser les territoires pour une croissance harmonieuse*, La Documentation française, 2009.
- La France est-elle en faillite ? Quinze propositions pour en sortir*, François Bourin, 2008.
- La Troisième voie et François Bayrou*, Scali, 2007.
- L'État efficace*, Perrin, 2007.
- Croissance équitable et concurrence fiscale*, avec Jacques Le Cacheux, La Documentation française, 2005.
- La Puissance ou la mort – L'Europe face à l'empire américain*, Seuil, 2003.
- Scènes de vie en 2024*, J.-C. Lattès, 2000.
- L'Ambition de la liberté*, Economica, 1998.
- Macrofinance et marchés financiers*, Economica, 1998.
- L'État mensonger*, J.-C. Lattès, 1996.
- Génération sacrifiée*, Plon, 1994.
- L'Exception française*, Armand Colin, 1992.
- Politique financière & Entreprises françaises*, Economica, 1987.

Christian Saint-Étienne

Osons l'Europe
des nations

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-0274-5
Dépôt légal : 2018, janvier
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2018
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Pour Alexandre et Eva

Introduction

C'est la France qui a fait l'Europe ! Elle l'a voulue et l'a construite !

Mais, depuis une vingtaine d'années, la France est en crise grave. Et la crise de la France est celle de l'Europe ! Il n'y a pas d'Europe puissante sans une France forte et une zone euro en croissance.

La crise politique, économique et sociale de la France se double d'une crise de l'Union européenne. Divisés sur les objectifs comme sur les moyens, les pays européens sont en train de rater la nouvelle révolution industrielle, laquelle engendre une nouvelle hiérarchie des nations. Les États-Unis accentuent leur leadership technologique, économique et financier alors que la Chine retrouvera d'ici la fin des années 2020 le poids économique qu'elle avait en 1820, avant l'essor industriel de l'Europe.

Au sein du nouveau système technique de l'*économie entrepreneuriale*, fruit de la mutation en cours, le *cerveau-d'œuvre* remplace la *main-d'œuvre* comme facteur de production clé. L'innovation intervient en continu grâce à la mise en réseau des intelligences. Les écosystèmes de produits et services qui s'imposent face à la concurrence captent la valeur ajoutée et les emplois qualifiés. Les maîtres de l'*économie entrepreneuriale*

seront les maîtres du monde, ainsi que l'ont compris les États-Unis et la Chine.

Mais l'Union européenne fonctionne comme si nous étions dans les années 1970, certains de la stagnation d'un tiers-monde qui a depuis volé en éclats. Les pays émergents sont sur le point de reléguer l'Europe au magasin des accessoires, mais personne à Bruxelles ne semble le voir.

Une Europe rabougrie, K.-O. debout, dont les dirigeants sont comme des douairières d'Ancien Régime dissertant de la Révolution française. Sa marginalisation s'accélère : avec l'extension du canal de Panama et d'importants travaux de modernisation, les grands ports de la côte Est des États-Unis peuvent accueillir depuis 2017 d'immenses porte-conteneurs alimentant le trafic entre la Chine et les États-Unis. Non seulement le Pacifique est devenu la Méditerranée du temps passé, mais l'Europe se fait marginaliser dans l'Atlantique ! En dix ans, depuis la crise de 2007-2008, la dynamique européenne s'est cassée et sa volonté d'être, remise en question.

L'Allemagne, phare actuel de la vieille Europe, est, à l'échelle du Nouveau Monde, un nain rabougri et dépassé dont la grandeur apparente doit beaucoup à l'abjecte faiblesse de la France, de l'Italie et de l'Espagne.

Les nains européens sont comme des singes devant l'ampoule allumée de l'*économie entrepreneuriale*, cet univers nouveau issu de la mutation technique en cours : fascinés, dépassés, impuissants !

L'accélération du déclin européen est étourdissante. Si les décisions politiques et stratégiques nécessaires ne sont pas prises en 2018-2019, les adolescents européens d'aujourd'hui vivront dans des pays en voie de

sous-développement avant la fin de leurs études universitaires, en 2025.

Principal levier de la désintégration de l'Europe ? Le traité de Maastricht. Contrairement à ce que pensent les souverainistes, Maastricht est à l'origine d'une gigantesque faille dans la construction européenne, fondée sur un marché de dupes, plutôt que le ciment d'un bloc indestructible que l'on peut seulement quitter. Il est urgent de refonder une vraie puissance européenne ! S'ouvre actuellement une fenêtre d'action qui se refermera dans deux ans.

Une idée s'est imposée en Europe depuis l'élection d'Emmanuel Macron : il faut laisser à la France le temps de remettre ses affaires intérieures en ordre pendant deux ou trois ans, puis l'on pourra renforcer la construction européenne en se donnant le temps de le faire, peut-être au cours des cinq à six ans qui suivront, d'ici 2024 comme l'a suggéré le nouveau président à la Sorbonne en septembre 2018, voire plus tard encore. Cette idée est radicalement fautive : il faut faire les deux en même temps tout de suite ou prendre le risque d'échouer dans les deux entreprises. Car la crise européenne est aussi profonde et explosive que la crise française, voire pire encore !

*

Peut-on sauver une construction européenne en perdition ? Faut-il la sauver si elle est une entrave à la croissance de ses pays membres ? Pourquoi l'Europe s'avère-t-elle incapable de modifier son vieux logiciel de « partage de souveraineté sans stratégie de puissance » conduisant à l'impuissance collective ? Peut-on seulement imaginer un nouveau modèle de construction

européenne qui serait défendable, voire attractif pour les peuples européens ?

Avant d'envisager l'avenir de la construction européenne, il faut répondre à trois questions fondamentales :

- pourquoi et comment s'est élaborée la construction européenne ? (chapitre 1) ;
- pourquoi l'Union européenne et la zone euro ne fonctionnent pas ? (chapitre 2) ;
- de quelle Europe avons-nous besoin dans la nouvelle révolution industrielle ? (chapitre 3).

Nous pourrions alors envisager l'avenir de la construction européenne :

- avons-nous besoin d'un noyau dur de pays volontaires opérant ensemble dans une Union européenne aux fonctions réduites qui pourrait alors s'élargir ? (chapitre 4) ;
- la France peut-elle sauver l'Europe en se sauvant ? (chapitre 5).

Afin de faciliter le travail du lecteur, ceux des points clés de chaque chapitre qui sont nécessaires pour continuer la lecture sont présentés en fin de chapitre. Il ne s'agit donc pas de résumés des chapitres mais d'une aide à la bonne compréhension du texte.

*

Le monde est bouleversé par la nouvelle révolution industrielle commencée dans les années 1980 et qui s'accélère depuis les années 2000. Les États-Unis et la Chine sont les acteurs principaux de cette mutation qui exacerbe leur rivalité. Les nations ou

fédérations de nations qui s'imposeront dans ce nouveau monde, arrivant à maturité dans moins de dix ans, gouverneront le monde dans les prochaines décennies.

La création d'un puissant noyau dur de nations européennes prêtes à relever le défi de cette transformation est une nécessité vitale si l'Europe veut continuer d'exister comme acteur de l'Histoire. La gestation et la naissance d'une fédération intergouvernementale de neuf pays rassemblant 305 millions d'habitants, par un traité signé en dehors du traité de Rome, doivent intervenir sous deux ans ! Une Fédération économique européenne de nature à changer l'histoire du monde.

Impossible, dira-t-on ! Insensé, criera-t-on !

Et pourtant ce saut fédéral intergouvernemental s'impose à nous si nous ne voulons pas trahir l'avenir de nos peuples et de nos enfants. Y compris l'avenir des peuples qui ne seront pas inclus dans cette Fédération mais qui seront heureux de travailler avec elle pour assurer leur propre survie.

Il ne s'agit pas ici de nier l'histoire-légende des peuples et de calomnier les nations qui ancrent l'identité et apportent le réconfort. Donnons trois exemples d'histoire-légende.

L'histoire-légende anglaise est construite sur l'invention de la démocratie parlementaire fondée sur une *Magna Carta* bibliquée. On oublie tous les crimes d'avant la Glorieuse Révolution.

L'histoire-légende française suppose la lente édification d'un État centralisé favorisant la méritocratie, l'excellence et la citoyenneté, avec un moment révolutionnaire idéalisé dont les épisodes les plus monstrueux s'expliqueraient par la nécessité historique. Le citoyen

porteur de l'ambition collective remplace l'homme comme acteur de l'histoire.

L'histoire-légende américaine proclame « l'élection du peuple américain » comme seul porteur des « vraies » valeurs universelles. Tout comme la Grèce antique qui a initié la démocratie et la philosophie pour les seuls hommes libres, la nouvelle Amérique a été bâtie pour les seuls colons fondateurs.

Une histoire-légende n'est pas sans zones d'ombre mais elle est le point d'appui de l'histoire collective. Elle constitue une matière complexe formant avec le sang des peuples une pâte liante capable d'agglomérer, en durcissant, des substances variées. C'est la définition du ciment, le ciment des nations !

Une nation, comme construction politique et géographique issue d'une volonté de vivre ensemble, résulte d'une longue aventure collectivement revisitée et significativement embellie par le partage d'une histoire-légende. La nation est à la fois un roman, un ancrage et le vecteur d'une identité où règne protection, vigueur et espérance. On ne peut nier les nations si l'on veut réussir la construction européenne, contrairement à la logique actuelle de la construction européenne, initiée par Jean Monnet et pervertie par le traité de Maastricht, qui veut les asservir à un projet bureaucratique, sans espérance, privilégiant la concurrence par les normes fiscales et sociales.

C'est en bâtissant avec les peuples et pour les nations européennes que l'on sauvera l'Europe. C'est en unissant les nations européennes qu'elles s'imposeront ensemble dans la nouvelle révolution industrielle. Un puissant noyau dur de nations partageant la même espérance peut conduire à une nation européenne protectrice et fondée sur des valeurs communes.

Mais une nation ne se décrète pas. Il faut commencer par vouloir ensemble et agir pour un Bien commun partagé.

Tel est le principal enjeu du quinquennat d'Emmanuel Macron. Saura-t-il initier, avec les nations volontaires, la véritable naissance d'une Europe vigoureuse apportant protection et espérance ?

*

Afin de balayer les idées préconçues de lecteurs s'imaginant, sans me connaître, que je présente une vision « française » de la future Europe, je précise que rien de ce que j'écris n'est contraire à l'ordolibéralisme allemand qui est sous-jacent dans le concept d'économie sociale de marché. L'ordolibéralisme considère que l'Etat doit maintenir un cadre constitutionnel et légal favorisant la prise de responsabilité des acteurs dans une économie ouverte soumise à une forme pragmatique de morale kantienne. L'entreprise a des responsabilités envers ses salariés et la société, l'ordre régulé s'opposant au laisser-faire et favorisant la prise de décision partagée.

Le problème central de l'ordolibéralisme est qu'il est a-stratégique. Il s'ordonne par des règles et non par une vision de l'avenir. Il est adapté aux systèmes politiques, économiques et sociaux stabilisés mais pas aux systèmes en mutation. L'ordolibéralisme est incapable d'éclairer l'avenir. Seule l'injection d'une vision stratégique dans un système ordolibéral peut sauver l'Europe.

Il ne s'agit pas ici, donc, d'une énième proposition de partage des déficits et des dettes. De ce point de vue, le système de contrôle des déficits avancé au

chapitre 4, qui intègre les acquis récents de la coordination budgétaire européenne, est plus strict que ce que les Allemands ont pu proposer. Mais au-delà de la rigueur, Schäuble et les Allemands ne proposent rien. C'est le point zéro de la pensée stratégique allemande. Les chapitres 4 et 5 de ce livre explorent l'au-delà du point zéro allemand afin de redonner l'espoir à un continent confronté à un risque de mort stratégique subite.

Il s'agit donc d'ajouter ici un zeste d'inventivité et une bonne dose de vision stratégique à l'ordolibéralisme allemand ! C'est la dernière chance de sauver l'Europe avant l'implosion à bref délai.